

Vitol, roi du pétrole au Kazakhstan



Public Eye

 Déclaration de Berne



Raphaël de Riedmatten

Grâce à vous !

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres et donateurs.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye ou, pour en savoir plus sur notre travail, à commander gratuitement un abonnement à l'essai sur www.publiceye.ch/membres

Cotisation-abonnement
75 fr. par an / Membre-soutien 240 fr.

Public Eye

Au bonheur des oligarques

L'histoire de Vitol au Kazakhstan est emblématique des pratiques du secteur des matières premières helvétique. Pour décrocher de juteux contrats d'exportation de pétrole, le négociant genevois s'est associé à des personnes proches du pouvoir. Comme le révèle notre enquête, un tel partenariat a permis à Vitol de s'imposer comme un acteur majeur dans l'un des pays les plus corrompus de la planète, où l'élite s'enrichit en mêlant affaires publiques et privées.

En 2013, le Conseil fédéral reconnaissait que « l'importance croissante du secteur » des matières premières posait des « défis sérieux » liés à la lutte contre la corruption et au respect des droits humains. Tout en soulignant que ces défis représentaient « des risques pour la réputation de la Suisse », les autorités fédérales se contentaient d'espérer que les négociants adoptent « un comportement intègre et responsable ».

Depuis, les scandales se sont succédé à un rythme soutenu, que ce soit Gunvor au Congo, Glencore en RDC ou Trafigura en Angola. On ne s'étonne donc pas de retrouver les noms des trois géants que sont Glencore, Trafigura et Vitol impliqués dans l'affaire « Lava Jato », un scandale de corruption d'une ampleur inédite qui a durablement ébranlé l'équilibre politique du Brésil, contribuant à l'élection à la présidence du leader de l'extrême droite Jair Bolsonaro. On mesure ici concrètement les ravages de la corruption.

Ces affaires rappellent la nécessité de prendre des mesures contraignantes pour encadrer les activités de ce secteur particulièrement sensible. Endiguer la malédiction des ressources, qui prive les populations des pays producteurs de revenus essentiels, devrait être une priorité pour la Suisse. Pour l'heure, les autorités fédérales privilégient la place économique helvétique et l'accueil, à bras ouverts, des fortunes colossales amassées par des élites corrompues, faisant le bonheur des oligarques de la planète.

Cinq ans après un premier rapport, le Conseil fédéral devrait rendre public d'ici à la fin de l'année un nouveau rapport sur le secteur des matières premières. Les sept sages ont-ils tiré les leçons de ces scandales à répétition ? Rien n'est moins sûr.

R. de Riedmatten

L'or noir d'Astana inonde Genève

Le géant suisse du négoce Vitol est devenu l'un des principaux acteurs sur le marché très convoité du pétrole au Kazakhstan, un pays notoirement corrompu. Mais à quel prix ? Enquête. ▶ [p. 4](#)

Matières premières

Le Conseil fédéral refuse toujours de réguler un secteur à risques. Nos recommandations. ▶ [p. 14](#)

L'affaire Lava Jato et les négociants suisses

La justice brésilienne examine les juteux contrats pétroliers passés par Glencore, Trafigura et Vitol avec la société semi-publique Petrobras. ▶ [p. 15](#)

Salaires de misère et précarité

Il y a cinq ans, H&M s'engageait à verser un salaire vital aux couturières – une promesse vite oubliée. ▶ [p. 21](#)



© John McDermott / Panos

Un ouvrier travaille sur un forage de pétrole à Qyzylorda, au Kazakhstan. Près de 45 % du pétrole importé par la Suisse au premier trimestre 2017 provenait de ce pays d'Asie centrale, dont les élites au pouvoir défrayent régulièrement la chronique dans des affaires de corruption.

À lire également dans ce numéro

Prix d'investigation : deux enquêtes de choc
Pour ses 50 ans, Public Eye a soutenu le travail d'enquête sur l'industrie du tabac et sur le démantèlement des navires. ▶ [p. 26](#)



Comment Vitol est devenu le roi de l'or noir au Kazakhstan

Le géant suisse Vitol s'est taillé la part du lion au Kazakhstan. En 2014, il vendait déjà près d'un quart du brut kazakh destiné à l'exportation, puis il a obtenu un accès stratégique aux plus grands gisements du pays. Comment expliquer un tel succès ? Sur la base de documents exclusifs, Public Eye révèle que le négociant a noué un partenariat avec des proches du pouvoir, par le biais d'une discrète joint-venture, et que le gendre du président, Timour Koulibaïev, a indirectement bénéficié de cette alliance très lucrative.

AGATHE DUPARC

Attention, chasse gardée ! Dans les milieux du négoce de pétrole à Genève, il ne fait aucun doute que Vitol, premier négociant privé de pétrole au monde, occupe une position de leader au Kazakhstan. « Aujourd'hui Vitol se partage quasiment le marché kazakh avec les sociétés chinoises, et ne laisse que des miettes aux autres », résume le trader d'une maison concurrente, qui tient à rester anonyme.

Entre 2015 et 2018, Vitol a en effet remporté deux appels d'offres pour accorder un total de 5,2 milliards de dollars de préfinancements (des prêts) à KazMunayGas (KMG), la compagnie pétrolière nationale. En échange, le négociant se remboursera, dans les cinq ans à venir, en cargaisons de pétrole provenant des deux mégagisements du pays : Tengiz et Kashagan, dont KMG est actionnaire.

Ce contrat, appelé « cash-for-crude deal » dans le jargon, est synonyme d'un accès privilégié au robinet de brut kazakh et d'excellentes relations, à long terme, avec l'État.

Bienvenue au Kazakhstan

Fidèle à sa réputation de « boîte noire », Vitol a toujours communiqué au compte-gouttes sur les affaires menées dans ce grand pays d'Asie centrale, classé au 122^e rang de l'indice de perception de la corruption (sur 180 pays) par l'ONG Transparency International. Au royaume de Noursoultan Nazarbaïev, le « Père de la Nation » depuis 1990, la famille présidentielle et ses oligarques contrôlent des pans entiers de l'économie, profitant notamment des richesses naturelles dont regorgent

les sous-sols pour amasser des fortunes colossales. Le secteur pétrolier, qui représente entre 35 et 50 % des recettes publiques, a été partiellement privatisé dès le milieu des années 1990 et s'est ouvert aux investisseurs étrangers. Mais l'État, ou plus précisément le clan au pouvoir, a gardé la main haute sur cette activité stratégique. Un homme, en particulier, s'est imposé au sommet de cette dynastie pétrolière : Timour Koulibaïev, l'époux de Dinara, la fille cadette du président. Le couple est aujourd'hui à la tête d'une fortune estimée à 6 milliards de dollars.

Un homme, en particulier, s'est imposé au sommet de cette dynastie pétrolière : Timour Koulibaïev, l'époux de Dinara, la fille cadette du président.

C'est dans cet environnement où la frontière entre secteurs public et privé est très floue que Vitol a pu se frayer un chemin jusqu'au sommet. En 2013, l'agence de presse britannique Reuters tentait d'analyser cette position dominante : Vitol aurait trouvé une niche consistant à « agréger les petits volumes de tous les producteurs kazakhs, puis à remplir un tanker pétrolier ». En un mois, le géant suisse avait ainsi obtenu neuf cargos, équivalant à un chiffre d'affaires annuel de 8 milliards de dollars. Huit autres devaient suivre dans la foulée. Réagissant à ces chiffres, Vitol mettait en avant l'excellence de ses pratiques commerciales, se disant fier de sa « longue histoire de partenariat avec l'industrie pétrolière kazakhe ».¹

« Les KazakhLeaks » livrent leurs secrets

Mais quels sont les ingrédients de cette « longue histoire de partenariat avec l'industrie kazakhe » ? Il aurait sans doute été impossible de répondre à cette question sans une extraordinaire fuite de données, qui nous a permis de passer de l'autre côté du miroir. De l'été 2014 à la fin 2016, une plate-forme anonyme baptisée Kazaword a fait son apparition sur la toile, divulguant des courriels et des documents piratés dans les boîtes de hauts responsables kazakhs. Probablement initiés par le banquier Mukhtar Abliazov, l'ennemi juré du président Nazarbaïev, accusé par la justice kazakhe d'avoir détourné des milliards de dollars, ces « KazakhLeaks » ont jeté une lumière crue sur les pratiques du clan au pouvoir. Plusieurs médias s'en sont fait l'écho, révélant notamment que le gouvernement d'Astana s'était acheté les services d'une multitude de lobbyistes, dont l'ancien ambassadeur suisse Thomas Borer, pour redorer son image.² L'authenticité des documents publiés sur Kazaword n'a jamais été mise en cause, les autorités

kazakhes ayant d'ailleurs porté plainte en 2015 contre ce qu'elles reconnaissaient être un hacking massif.

Les relations privilégiées de Vitol

Grâce à Kazaword, nous avons eu accès à des échanges entre des cadres de Vitol et deux multimillionnaires kazakhs, Dias Suleimenov et Danyar Abulgazin. Cette correspondance couvre les années 2009 à 2015. Mais qui sont ces deux hommes ? Beaux-frères, Suleimenov et Abulgazin évoluent dans les hautes sphères du pouvoir et des affaires. Ce sont des intimes de Timour Koulibaïev, le gendre du président, avec lequel ils forment un trio incontournable. Comme ce dernier, ils ont occupé des fonctions de premier plan dans les grandes compagnies étatiques pétro-gazières du pays, tout en faisant prospérer leurs affaires privées. Après avoir quitté le « service d'État », le trio a continué à travailler au sein de sociétés pétrolières privées et d'associations de lobbying énergétique (*voir infographie*). Ce sont des « personnes politiquement exposées », des PEP pour les initiés, selon la définition établie par la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA).

Si ce type de relation d'affaires oblige les banquiers suisses, astreints à la LBA, à redoubler de prudence, les négociants en matières premières ne sont quant à eux soumis à aucune régulation en la matière ou devoir de diligence. Plutôt qu'un risque, les PEP sont synonymes d'opportunité commerciale, comme en témoignent des courriels découverts sur Kazaword et qui révèlent l'étonnante proximité de Vitol avec ces proches du pouvoir.

« Priviet Brat ! » (Salut mon frère !), écrit le responsable Asie centrale et Russie de Vitol, dans un message envoyé le 14 novembre 2011 à Danyar Abulgazin. Ce cadre de la société genevoise sollicite « son frère » pour régler un dossier pétrolier et fiscal, lui donnant même quelques instructions. « Deux questions importantes pour nous », précise-t-il, sans que l'on puisse tout à fait saisir de quoi il s'agit. Mais le ton entre Vitol et les hautes sphères du pouvoir kazakh est donné. À cette date, Abulgazin occupe un poste stratégique au sein de Samrouk-Kazyna, le fonds souverain kazakh, alors présidé par Timour Koulibaïev. Il est en charge de la gestion des actifs pétroliers et gaziers, dont KazMunayGas (KMG), qui constituent plus de 60 % en valeur du portefeuille du fonds.

Une mystérieuse société

C'est dans la boîte de Dias Suleimenov que l'on tombe sur une véritable perle. Un petit mot d'un trader de Vitol basé à Londres, reçu le 27 avril 2011. En pièce

¹ Glencore challenges Vitol in Kazakh oil exports, Reuters, 11.10.2013.

² Thomas Borer im Sold einer fremden Macht, NZZ, 21.1.2015.

jointe, les comptes financiers d'Ingma Holding BV pour 2009 et 2010. Ingma Holding BV ? Vous ne trouverez aucune mention de cette joint-venture spécialisée dans le négoce de pétrole dans les brochures d'entreprise de Vitol ou sur son site internet. Pourtant, cette société, enregistrée par Vitol à Rotterdam en 2003, est la clé des succès mirobolants du négociant suisse au Kazakhstan, comme nous l'avons découvert (*voir infographie*). Jusque-là, elle était toujours passée sous les radars, ou presque.

Il y a deux ans, *The Independent* l'avait brièvement mentionnée sous le seul nom d'Ingma.³ Le quotidien britannique s'interrogeait sur l'opacité de cette structure créée par le géant du négoce « pour investir au Kazakhstan ». Qui se cache derrière ce nom à consonance scandinave ? La réponse avait fusé, défensive : Vitol avait « vigoureusement démenti que le président Noursoultan Nazarbaïev, son gendre Timour Koulibaïev ou d'autres personnes placées par leurs soins à ces positions soient bénéficiaires » d'Ingma, refusant toutefois de dévoiler l'identité de ses actionnaires.

La machine à cash Ingma Holding BV

Les documents retrouvés sur Kazaword, ainsi que d'autres que nous nous sommes procurés, permettent de percer les mystères d'Ingma. Ce que l'on découvre laisse pantois : en 2009, la discrète Ingma est un groupe dont les actifs pèsent plus d'un milliard de dollars. Elle compte dix filiales, dont quatre sont enregistrées en Suisse – à Genève, Baar et Lausanne. Active principalement dans « le négoce de pétrole brut et de produits pétroliers », Ingma a réalisé cette année-là un chiffre d'affaires de près de 8 milliards de dollars, et des profits nets de 124 millions.⁴ En 2010, comme en témoigne le rapport financier non audité arrivé dans la boîte e-mail de Suleimenov, il bondit à 20 milliards de dollars, ce qui correspond à environ 10 % du chiffre d'affaires réalisé par Vitol pour l'ensemble de ses activités dans le monde. Grâce au registre du commerce néerlandais, nous avons pu compléter le tableau pour les années 2011 à 2016. Au total, nous avons calculé qu'entre 2009 et 2016, le chiffre d'affaires d'Ingma a atteint 93,3 milliards de dollars, avec des profits nets de 1,1 milliard. Face à ces résultats, un ancien banquier, spécialiste du négoce à Genève, s'est écrié : « C'est gigantesque pour une boîte privée ! J'ai cru que vous me parliez d'une filiale de KazMunayGas (la compagnie pétrolière étatique). »

Dans une brochure découverte sur Kazaword, dont le contenu n'a jamais été révélé, Vitol se félicite de ses « 20 ans d'expérience au Kazakhstan ». Les chiffres mis en avant donnent le tournis : en 2014, le négociant genevois explique avoir commercialisé 21 % des 62,45 millions de tonnes de pétrole vendus par le Kazakhstan, ce qui équivaut, en moyenne, à environ sept cargos par mois. Si aucune mention n'est faite d'Ingma, celle-ci joue un rôle prépondérant.

Dernière information, et non des moindres, cette joint-venture a reversé la quasi-totalité de ses profits sous forme de dividendes. Entre 2009 et 2016, plus d'un milliard de dollars ont en effet atterri dans la poche de ses actionnaires – un chiffre incomplet, car il nous manque ces données pour 2010 et 2012. Mais qui sont ses actionnaires ?

L'homme de confiance

Si l'on se perd facilement dans les méandres d'Ingma et de ses nombreuses filiales, la structure de son capital est restée plutôt stable. De 2003 à 2010, l'actionnaire majoritaire d'Ingma était Oilex NV – une petite société constituée en 2002 à Curaçao, le paradis fiscal des Antilles néerlandaises. Oilex NV détenait 51 % des parts, alors que Vitol FSU BV, la filiale néerlandaise de Vitol, était propriétaire des 49 % restants. Une curieuse alliance entre un groupe de négoce mondialement connu et une obscure société offshore.

Plusieurs documents consultés par Public Eye montrent qu'Arvind Tikku est l'homme de confiance de Timour Koulibaïev.

À qui appartient Oilex ? Fin 2009, son siège a été transféré au Luxembourg ; c'est ainsi que l'on a pu découvrir, dans le registre du commerce, le nom de son unique actionnaire : Arvind Tikku. Celui-ci apparaît dès 2010 en première ligne d'une vaste enquête pénale pour blanchiment d'argent menée en Suisse par le Ministère public de la Confédération. Mais lorsqu'il entre au capital d'Ingma, en 2003, cet homme d'affaires d'origine indienne est d'une discrétion exemplaire. Sa société Nelson Resources Limited a obtenu des participations dans plusieurs gisements pétroliers. Tikku est aussi à la tête d'une multitude d'autres sociétés offshore actives dans le négoce pétrolier.

Plusieurs documents consultés par Public Eye montrent qu'Arvind Tikku est l'homme de confiance et le partenaire en affaires de Timour Koulibaïev. Ce dernier enchaîne les postes de direction dans les principales sociétés étatiques pétro-gazières, s'autorisant quelques incartades dans le secteur privé. Mais le rôle de Tikku ne s'arrête pas là, comme nous l'avons découvert. Des sociétés lui appartenant sur le papier profitent aussi indirectement à Koulibaïev. C'est apparemment le cas du partenariat noué par Tikku avec Vitol, via Oilex.

³Revealed: Humbled Tory donor's links to the man who broke the Bank of England, *The Independent*, 29.9.2016.

⁴Ingma Holding BV, Consolidated financial statements 2009.



Timour Koulibaïev, 52 ans

Homme clé du secteur pétrolier. De 1997 à 2011, il occupe de hautes fonctions dans des sociétés étatiques, dont KazMunayGas (2002-2005) et Samrouk-Kazyna (2008-2011). Conseiller « freelance » du président Nazarbaïev de 2005 à 2013. Préside le puissant lobby énergétique KazEnergy et la Chambre nationale des entrepreneurs du Kazakhstan, Atameken.

Liens de parenté

Marié à Dinara Koulibaïeva, la fille du président Nazarbaïev.

Fortune

Estimée à 6 milliards de dollars avec celle de son épouse Dinara qui s'est offert une propriété près de Genève pour 74,7 millions de francs. Le couple est actif dans les hydrocarbures, la banque, les assurances et l'immobilier.

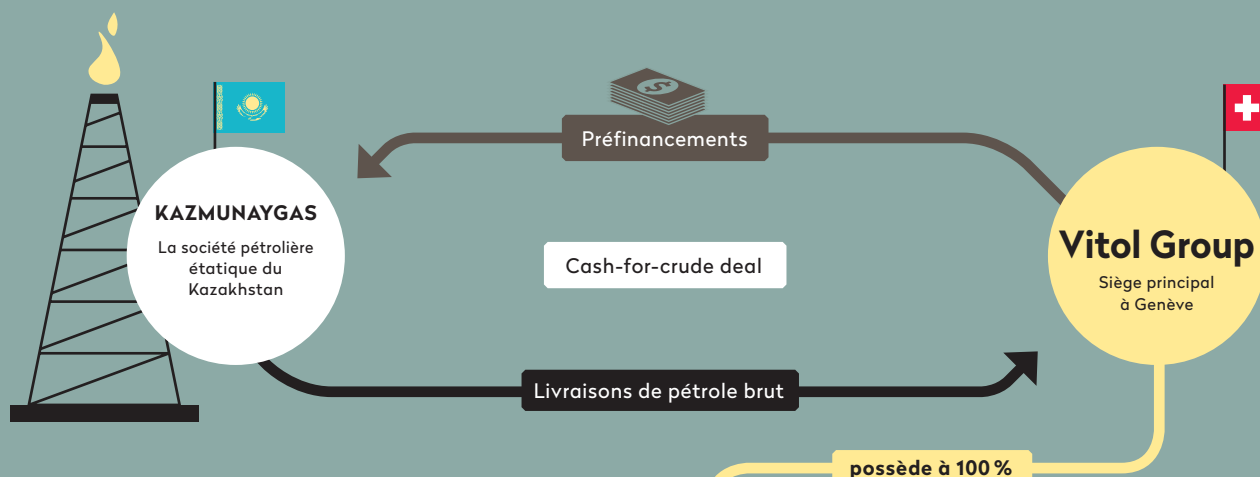
Particularités

A entrecoupé ses mandats étatiques de brefs passages dans le privé, avec une perception plutôt floue de la frontière entre fonctionnaire d'État et homme d'affaires. Mise sur le sport. Président du Comité national olympique et de la Fédération de boxe du Kazakhstan.



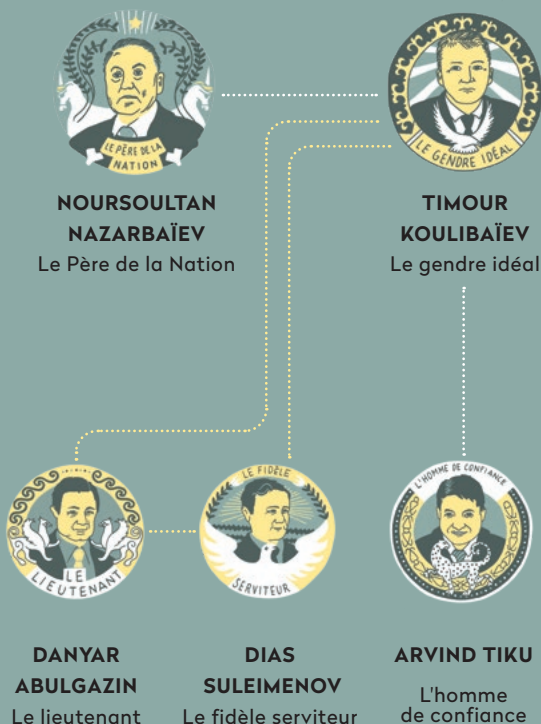
Comment devenir le roi du pétrole au Kazakhstan ?

En quelques années, le géant suisse du négoce Vitol a obtenu un accès stratégique aux plus grands gisements de pétrole du Kazakhstan. En 2014, Vitol vendait déjà 21% du pétrole brut destiné à l'exportation. Dès 2015, sa position sur le marché du brut kazakh se renforce. L'enquête de Public Eye montre comment Vitol s'est taillé la part du lion en s'associant avec des proches du président au pouvoir.



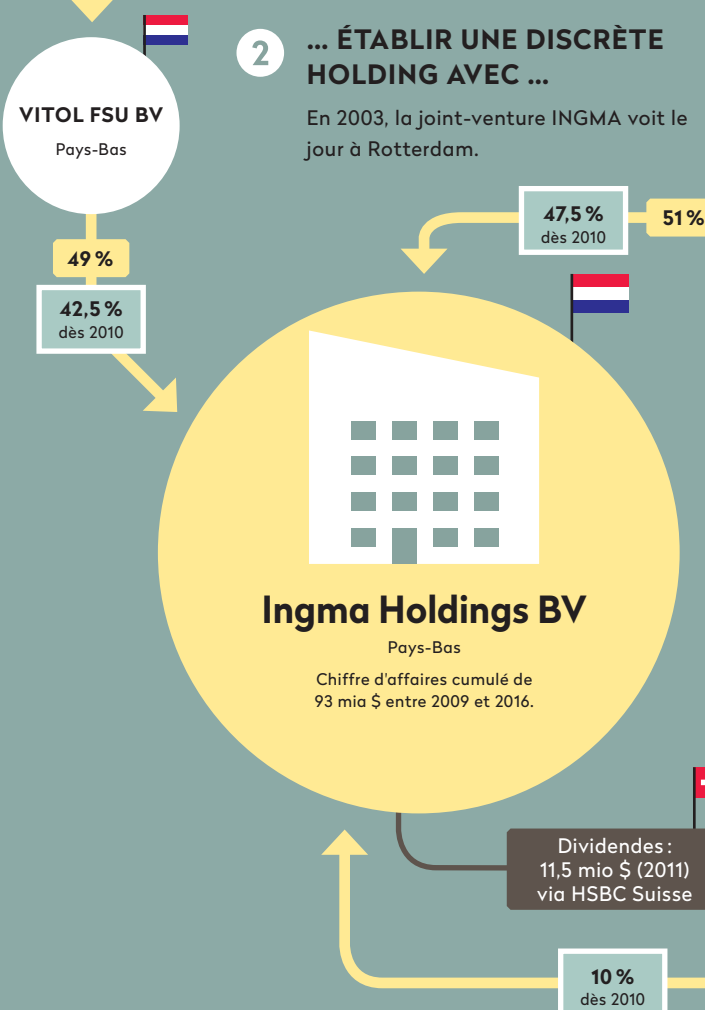
1 IDENTIFIER LES BONS INTERLOCUTEURS ET ...

Sur la base de documents exclusifs, Public Eye révèle que le négociant a noué des liens avec trois proches du pouvoir.



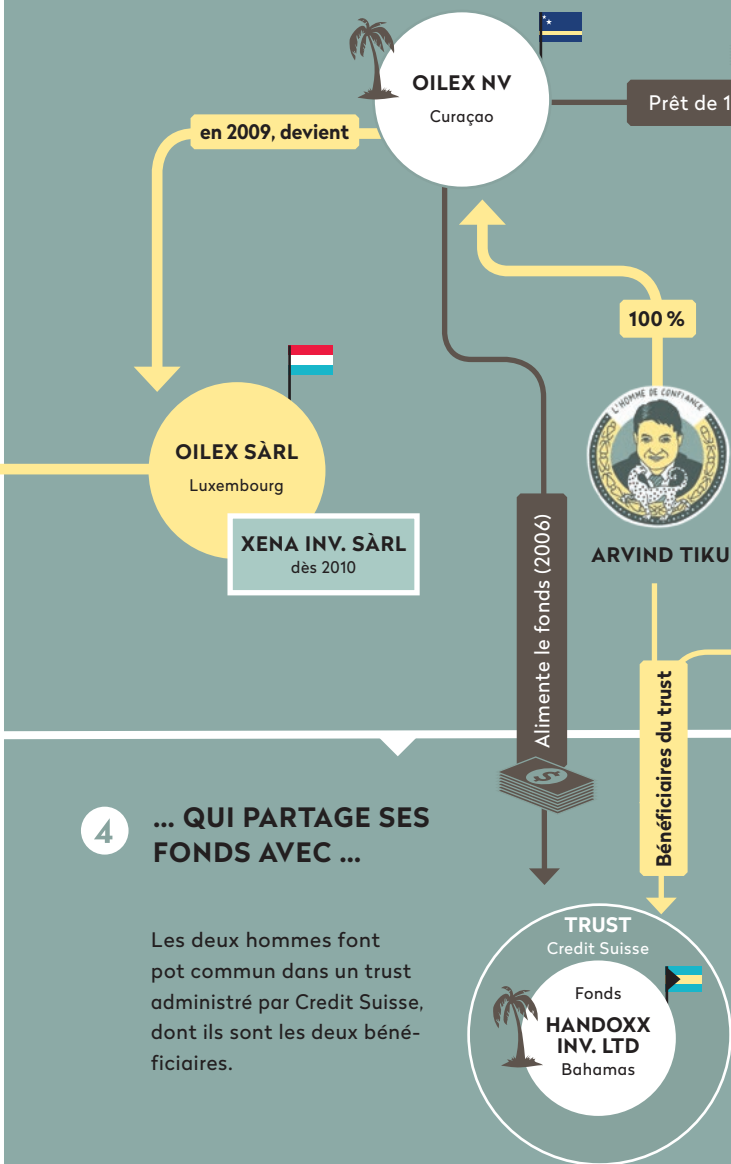
2 ... ÉTABLIR UNE DISCRÈTE HOLDING AVEC ...

En 2003, la joint-venture INGMA voit le jour à Rotterdam.



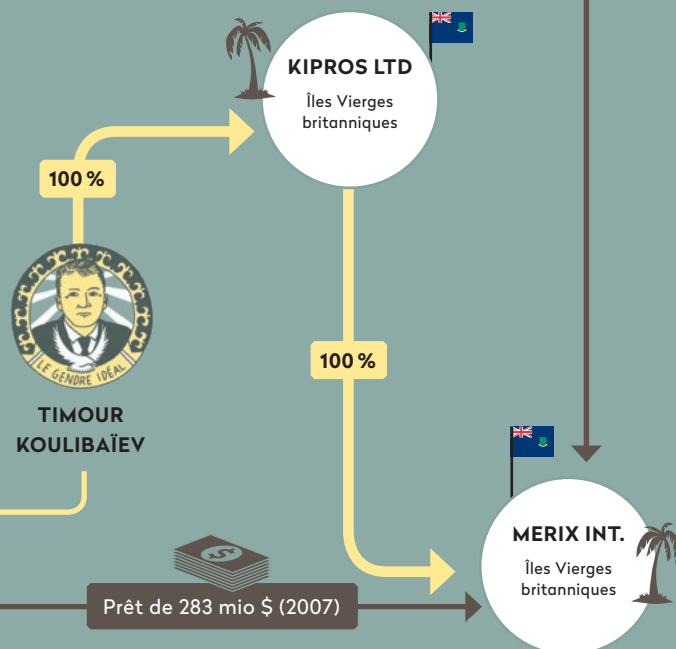
3 ... LE BON PARTENAIRE ...

Le négociant de pétrole genevois s'est associé avec Arvind Tikku.



5 ... UN ACTEUR CLÉ DU SECTEUR PÉTROLIER ...

Timour Koulibaïev, le gendre du président, a indirectement bénéficié de cette alliance.



4 ... QUI PARTAGE SES FONDS AVEC ...

Les deux hommes font pot commun dans un trust administré par Credit Suisse, dont ils sont les deux bénéficiaires.

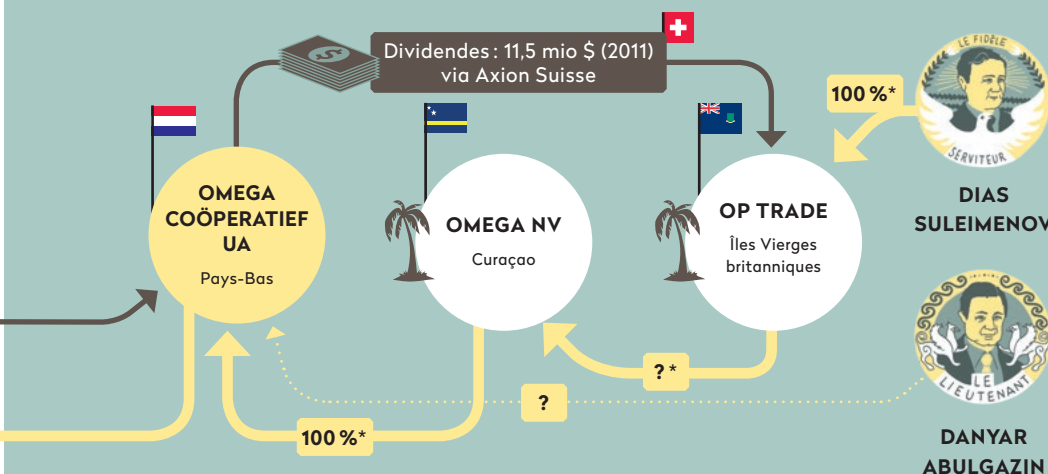
6 ... QUI PEUT S'OFFRIR LE LUXE LONDONIEN.

Les fonds du trust auraient permis de faire l'acquisition de luxueuses propriétés.



7 UN AUTRE PROCHE DU POUVOIR MONTE À BORD ...

Dès 2010, Dias Suleimenov, le fidèle serviteur de Timour Koulibaïev, devient également actionnaire* d'Ingma et touche des millions de dividendes sur des comptes en banque suisses.



8 ... ET INVESTIT EN SUISSE.

Son épouse est propriétaire d'une somptueuse maison à Cologny (Genève) et d'un chalet à Gstaad.



*Conclusions de Public Eye basées sur des documents obtenus par les « KazakhLeaks »

Droit de réponse

Arvind Tiku et Xena Investments Sàrl demandent un droit de réponse en lien avec la publication de cet article. Public Eye maintient sa version.

Droit de réponse d'Arvind Tiku et de Xena Investments Sàrl :

1. Il n'est pas vrai que le beau-fils du président kazakh est le bénéficiaire indirect des affaires profitables de Vitol Central Asia ou Ingma. En fait, M. Koulibaïev ne détient aucune participation dans Vitol Central Asia ou Ingma Holding BV, ni directement, ni par l'intermédiaire de l'une de ses sociétés et ne bénéficie d'aucune autre manière de ces sociétés.
2. Il n'est pas vrai qu'Arvind Tiku n'est qu'un prête-nom de Timour Koulibaïev. En fait, M. Tiku est un homme d'affaire indépendant qui était actif dans le commerce du pétrole kazakh bien avant de rencontrer M. Koulibaïev et qui n'a depuis lors exercé aucune activité commerciale en tant que prête-nom ou représentant de M. Koulibaïev.
3. Il n'est pas vrai que M. Tiku partage son argent avec le beau-fils du président kazakh dans un trust auprès de Credit Suisse. En effet, seul M. Tiku – par intermédiaire de sa société Oilex NV and Energy Investments International Ltd – a investi dans le « trust » susmentionné (en fait, il s'agit du Handoxx Investment Fund), mais pas M. Koulibaïev ou une de ses sociétés.
4. Il n'est pas vrai que le prêt accordé par le fond Handoxx à Merix international Ventures en 2007 était sans intérêt. En effet, le prêt de USD 283 millions accordé a été accordé avec un taux d'intérêt de base de 6,5 % par an et contenait d'autres modalités et conditions de prêt habituelles.

Un document explosif

Une lettre dont nous avons eu copie présente la première filiale d'Ingma, Vitol Central Asia – enregistrée à Genève en 2003 –, comme étant l'une des « compagnies opérationnelles » du gendre du président, alors que, sur le papier, il n'est nullement actionnaire de cette entité. Ce courrier est adressé à un banquier de Credit Suisse à Londres. L'expéditeur ? Un certain JN Gupta, qui est aussi le contrôleur financier d'Arvind Tiku. Il écrit au nom du gendre du président, tout juste nommé à la tête de Samrouk-Kazyna, le fonds souverain du Kazakhstan. M. Gupta veut obtenir un délai pour le remboursement d'un crédit octroyé à Merix International Ventures Limited, une offshore appartenant à Timour Koulibaïev. Il assure que le résidu de prêt sera



Arvind Tiku, 49 ans

Homme d'affaires d'origine indienne et fidèle partenaire d'affaires de Timour Koulibaïev. Inséparable aussi dans l'adversité, le duo a été sous enquête pénale fédérale en Suisse pour blanchiment d'argent, dans une procédure ouverte en 2010 et classée en 2013. Dirige le groupe AT Capital, basé à Singapour. Actionnaire, aux côtés de Timour Koulibaïev, de KazStroyService, un groupe kazakh de construction actif dans le secteur du pétrole et du gaz.

Fortune

Estimée à 2,3 milliards de dollars.

Particularités

A fait ses études à Almaty (ex-capitale du Kazakhstan). Se vante dans son CV d'avoir appris le métier de trader avec le sulfureux Marc Rich. En 2006, pour le compte de Dinara Koulibaïeva, il acquiert la Villa Romantica, édifice tessinois du XIX^e siècle, via un complexe montage financier dans lequel apparaît Oilex (actionnaire d'Ingma à 51 % à l'époque), une société enregistrée à Curaçao, qu'il détient à 100 %.

épongé « grâce au paiement des dividendes ou prêts de nos compagnies opérationnelles ».

Or, surprise, parmi les six « compagnies opérationnelles » mentionnées figure Vitol Central Asia. « C'est une JV (joint-venture) à 51 % avec Vitol. Cette JV fait commerce de pétrole brut kazakh via un oléoduc jusqu'au port de la mer Noire. Le volume des ventes est supérieur à six millions de tonnes (par an, ndlr) », lit-on dans la lettre. Ce raccourci fait manifestement référence au partenariat noué entre Oilex (51 %) et Vitol (49 %), qui a donné naissance à Ingma, dont Vitol Central Asia est une filiale.

Cette démarche auprès de Credit Suisse semble attester que le gendre du président profite, tout du moins indirectement, des fructueuses affaires de Vitol



Dias Suleimenov, 46 ans

Entre 1997 et 2006, il a occupé des postes de premier plan dans diverses sociétés étatiques pétro-gazières, toujours dans l'ombre de Timour Koulibaïev, son mentor. Aujourd'hui CEO de Petroleum Operating LLP, société privée appartenant en partie au gendre du président, et directeur général de Kamkor Management LLP, une société semi-étatique.

Fortune

Estimée à plus de 282 millions de dollars.

Liens de parenté

Beau-frère de Danyar Abulgazin et fils de Tuleutai Suleimenov, un fidèle compagnon de Nazarbaïev et ancien ministre des Affaires étrangères.

Particularités

Homme dévoué, il gère à l'occasion les dépenses courantes de Dinara Koulibaïeva. Son épouse, Alina Suleimenova, est propriétaire d'une villa à Cologny (Genève), baptisée « Alina-la-forêt », d'une valeur de plus de 40 millions de francs, et d'un chalet à Gstaad, d'une valeur de 14 millions de francs. Apprécie aussi le sport. Il préside la Capital Boxing Federation et est le secrétaire général du Comité national paralympique du Kazakhstan.



Danyar Abulgazin, 49 ans

Ancien membre du KGB, il a pendant plus de dix ans suivi Timour Koulibaïev au sein des plus grosses entreprises étatiques pétrolières, dont le fonds souverain Samrouk-Kazyna où il dirige le département chargé de la gestion des actifs pétro-gaziers. Préside le comité de l'industrie pétro-gazière à la Chambre nationale des entrepreneurs – dont Timour Koulibaïev est le président. Actionnaire de Petroleum Operating LLP et de diverses compagnies privées actives dans le commerce d'hydrocarbures.

Fortune

Estimée à 430 millions de dollars.

Liens de parenté

Beau-frère de Dias Suleimenov.

Particularités

Raffole du sport. Il est président de la Fédération de tennis de table du Kazakhstan, vice-président du Comité national olympique et secrétaire général de la Fédération de boxe du Kazakshtan, dont Timour Koulibaïev est le président. Comme son beau-frère et Timour Koulibaïev, il apprécie la Suisse et Genève en particulier, où sa femme a obtenu un forfait fiscal en 2010.

Central Asia/Ingma. Si, sur le papier, le multimilliardaire n'est pas actionnaire de Vitol Central Asia, il est prêt à puiser dans les dividendes de cette filiale pour rembourser ses emprunts auprès des banques. Gupta induit-il la banque en erreur ? Ou Arvind Tiku n'est-il en fait qu'un prête-nom de Timour Koulibaïev ?

Le pot commun de Tiku et de Koulibaïev

Une chose est sûre, les deux hommes font pot commun dans un trust administré par Credit Suisse, comme le découvre deux ans plus tard la justice helvétique. Nous sommes en septembre 2010. Alors qu'Ingma Holding BV brasse des milliards de dollars de contrats pétroliers, le Ministère public de la Confédération (MPC) ouvre une procédure

pour blanchiment d'argent visant le gendre du président kazakh et son partenaire indien. Timour Koulibaïev et Arvind Tiku sont soupçonnés d'avoir organisé la vente à bas prix d'actifs pétroliers au Kazakhstan. Ils auraient reçu des dessous-de-table, lesquels auraient atterri dans plusieurs banques suisses. Un épisode qui n'a rien à voir avec Vitol.

Si l'affaire fait grand bruit, la procédure est classée après trois ans d'enquête, l'origine criminelle des fonds n'ayant pu être démontrée. Les procureurs suisses ont sollicité l'aide de leurs homologues kazakhs, qui ont conclu qu'aucun forfait n'avait été commis par le gendre du président Nazarbaïev et son partenaire. Dans un pays où la justice est « contrôlée par l'élite au pouvoir », et où « la corruption est présente à toutes les étapes du



Les réponses de Vitol

Nous avons adressé au négociant genevois une liste de vingt questions sur ses activités au Kazakhstan. Dans sa réponse, Vitol confirme que les actionnaires d'Ingma Holding BV sont Xena Investment Sàrl (ex-Oilex), Vitol FSU BV et Omega Coöperatief UA. « En raison des lois suisses sur la protection de la vie privée et des données, nous ne sommes pas en mesure de fournir des informations à un tiers concernant les personnes associées à Omega », ajoute-t-il. Vitol affirme que « ni le président Noursoultan Nazarbaïev, ni son gendre Timour Koulibaïev ou d'autres personnes qui leur doivent leur position ne sont bénéficiaires d'Ingma », assurant par ailleurs que « Vitol respecte toutes les législations anti-corruption ». Le négociant reconnaît avoir été en relation

d'affaires directe ou indirecte avec Arvind Tikou, Dias Suleimenov, Timour Koulibaïev et Danyar Abulgazin, et que ceux-ci appartiennent à la catégorie des « personnes politiquement exposées » (PEP). Le négociant estime que ceci est compatible avec son code de conduite. « Il est approprié et souvent nécessaire pour les sociétés d'entrer en affaires avec des PEP. Pour toutes les transactions impliquant des PEP, les contrôles (devoir de diligence) sont renforcés. » Confronté au fait que son partenaire Arvind Tikou a fait pot commun dans un trust avec le gendre du président kazakh alimenté directement par Oilex (aujourd'hui Xena), et que cette dernière lui prête des sommes à neuf chiffres, Vitol se dit dans l'incapacité de commenter, car il n'est ni actionnaire d'Oilex ni du trust.

processus judiciaire » – comme l'explique un rapport de l'OCDE⁵ – une telle issue n'est guère surprenante.

« Follow the money »

La procédure a toutefois permis de découvrir l'origine des fonds qui ont alimenté le trust administré par Credit Suisse, dont le tandem Tikou-Koulibaïev est bénéficiaire. Entre mai et août 2006, cette structure, qui abritait un fonds d'investissement baptisé Handoxx, a reçu près de 600 millions de dollars provenant de trois sociétés, dont aucune n'appartenait officiellement à Timour Koulibaïev. Parmi celles-ci : Oilex NV, la firme copropriétaire d'Ingma avec Vitol. Oilex a versé au trust, en deux fois, plus de 100 millions de dollars venant de l'antenne genevoise de la BNP Paribas, où elle avait ses comptes, comme le montre un document bancaire extrait du dossier judiciaire.

Un an plus tard, 283 millions de dollars sont ressortis du trust, sous forme de prêts sans intérêts accordés par le fonds d'investissement Handoxx à Merix International Ventures, la société appartenant à Timour Koulibaïev. Ces fonds ont notamment permis à ce dernier de faire l'acquisition de luxueuses propriétés en Angleterre. Décidément fort généreux, Arvind Tikou a par ailleurs consenti, via Oilex, un prêt de 101 millions de dollars à Merix. Pour les besoins de l'enquête, le

MPC avait ordonné le blocage des comptes du tandem Tikou-Koulibaïev, dont ceux de la société Oilex, gelés jusqu'en novembre 2011. Cette situation a-t-elle provoqué un certain embarras chez Vitol, qui affirme, dans son code de conduite, ne « pas tolérer les dessous-de-table et la corruption » ? Quoi qu'il en soit, le négociant a poursuivi ses juteuses affaires avec Arvind Tikou.

Le fidèle serviteur monte à bord

Les aventures d'Ingma Holding BV ne s'arrêtent pas là. En 2010, une nouvelle entité, Omega Coöperatief UA, est devenue actionnaire à 10 % de la joint-venture, alors que la fameuse Oilex Sàrl (Arvind Tikou), rebaptisée Xena Investments Sàrl, détient désormais 47,5 %, et Vitol FSU BV 42,5 %. Dans Kazaward, on découvre que Dias Suleimenov, celui-là même dont la boîte e-mail a été piratée, est l'un des ayants droit économiques d'Omega Coöperatief UA, une société néerlandaise détenue par plusieurs offshores.

De tous les partenaires de Timour Koulibaïev, Suleimenov est sans doute le plus fidèle. Leurs carrières ont évolué en parallèle. Ils partagent en outre le même amour des banlieues chic de Genève, où ils ont installé, à quelques kilomètres de distance, leurs conjointes. Dinara, la femme de Timour et fille du pré-

sident kazakh, a acquis fin 2009, pour 74,7 millions de francs, un palais situé à Anières. Et Alina, l'épouse de Dias, a acheté un an plus tard une parcelle de terrain à Cologny, où elle a fait construire une gigantesque propriété estimée à 40 millions de francs, comme le révélait en juin 2018 une enquête de l'émission *Temps présent*.⁶

Pour Vitol, Suleimenov est un interlocuteur attentif, consulté sur des dossiers sensibles. De 2004 à 2006, il a été directeur de Trade House KazMunayGas (THKMG), une société étatique qui gère une partie des exportations de brut de KazMunayGas, et qui avait des bureaux à Lugano. Bien après cette date – c'est encore Kazaward qui le révèle – il a continué à être en contact avec des employés de l'antenne de THKMG à Lugano, comme s'il en était toujours le patron.

En décembre 2009, le responsable Asie centrale et Russie de Vitol lui adresse un courriel – avec copie à Arvind Tikku – pour se plaindre de la concurrence de Gunvor, qui a osé louer deux tankers basés à Aktau, le plus grand port à l'ouest du Kazakhstan. « Nous devons arrêter ça. C'est juste dingue. Pardon mais c'est un gros problème et c'est totalement emblématique du bordel qui règne à Aktau. Ça met en danger notre business et nos marges. S'il vous plaît, que pouvons-nous faire pour arrêter ça ? », écrit-il. On ne sait pas si Suleimenov a pu régler la question ni en quelle qualité. Le Kazakh dirige alors Petroleum Operating LLP, une compagnie privée dont Timour Koulibaïev est actionnaire. Selon nos informations, il a aussi déjà un pied dans Ingma. Fin 2009, Ingma a acheté pour 45 millions de dollars Euro Asian Oil AG⁷, un groupe de négoce pétrolier. C'est par cette transaction qu'Omega Coöperatief UA est entrée en 2010 au capital d'Ingma à hauteur de 10 %. Selon une source proche du dossier, Danyar Abulgazin a aussi des intérêts dans Omega, probablement à parts égales avec son inséparable beau-frère. Abulgazin a occupé de hautes fonctions étatiques au sein de Samrouk-Kazyna, le fonds souverain du Kazakhstan, jusqu'en 2012.

De copieux dividendes

L'opération est très lucrative pour Omega, qui participe aussi au festin, comme le révèlent plusieurs e-mails envoyés par un cadre de Vitol à Dias Suleimenov. Le 13 mai 2011, Omega a reçu 11,5 millions de dollars de dividendes versés par Ingma à la HSBC de Genève par GE Artesia Bank, un établissement basé à Rotterdam. Trois semaines plus tard, ces fonds ont été transférés vers OP Trade, la société offshore qui détient Omega. Les millions ont atterri sur les comptes d'Axion Swiss Bank, filiale de la Banque Cantonale du Tessin.

Un ancien banquier spécialiste du négoce commente : « Au lieu de payer des dessous-de-table directement à des personnes politiquement exposées, la solution qui consiste à monter avec eux des joint-ventures

et à verser des dividendes est de plus en plus privilégiée. Cela permet d'éviter la notion de commission. Tous les banquiers le savent et doivent se méfier comme de la peste de ce genre de situation », ajoute-t-il.

DES REVENDECTIONS À TITRE D'ÉPILOGUE

L'histoire de Vitol au Kazakhstan est emblématique des pratiques du secteur du négoce. Pour accéder à un marché, certains traders n'hésitent pas à s'associer par une joint-venture à des personnes politiquement exposées (PEP), y compris dans des pays où la corruption est endémique. Pendant quinze ans, un tel partenariat a permis à Vitol de commercialiser d'immenses volumes de pétrole et de s'imposer comme un acteur majeur au Kazakhstan, où le clan au pouvoir amasse des fortunes colossales en mêlant affaires publiques et privées. Entre 2009 et 2016, Ingma Holding BV a généré au moins un milliard de dollars de dividendes pour ses actionnaires, répartis entre Vitol et ses partenaires : d'abord le seul Arvind Tikku, avec Oilex, puis, dès 2010, Dias Suleimenov et probablement Danyar Abulgazin, avec Omega. Les documents auxquels Public Eye a pu avoir accès indiquent que le gendre du président, Timour Koulibaïev, a lui aussi bénéficié indirectement de la joint-venture.

Contrairement aux intermédiaires financiers, qui doivent passer au crible leurs clients PEP, en vertu de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA), les négociants ne sont soumis à aucune obligation légale en la matière. Plutôt qu'un risque, les PEP sont synonymes pour eux d'opportunité commerciale, comme le montre notre enquête. Il est impératif de remédier à cette situation, en imposant enfin des devoirs de diligence aux sociétés de négoce, notamment en matière de relations d'affaires.

Au lieu d'accueillir à bras ouverts les potentats, les oligarques, et leurs fortunes colossales, la Suisse doit lutter contre les composantes helvétiques de la malédiction des ressources, qui prive de revenus essentiels les populations des pays riches en matières premières. Jusqu'à quand nos autorités continueront-elles à fermer les yeux sur les pratiques douteuses et les lacunes législatives dont sont nourris de tels scandales ? ■

Lire également notre dossier en ligne :
www.vitolaukazakhstan.publiceye.ch

⁵ «Anti-Corruption Reforms in Kazakhstan. Fourth Round of Monitoring of the Istanbul Anti-Corruption Action Plan», OCDE, septembre 2017

⁶ « Genève, paradis des dictateurs », *Temps présent*, 28.6.2018.

⁷ Cela figure dans le rapport financier audité d'Ingma de 2009.

Rapport du Conseil fédéral : un nouvel exercice sans conséquences ?

Les sept Sages ont reconnu de longue date la responsabilité particulière de la Suisse en tant que première place mondiale du négoce. Pourtant, rien n'a été fait, ou presque.

GÉRALDINE VIRET ET MARC GUÉNIAT

Le Conseil fédéral publiera bientôt une « nouvelle évaluation de la situation dans le secteur suisse des matières premières », cinq ans après son « Rapport de base » du 27 mars 2013. Dans l'intervalle, les autorités ont publié trois rapports sur la mise en œuvre des 17 recommandations de la plateforme interdépartementale « Matières premières ».¹

Dans son rapport de base, le Conseil fédéral reconnaissait que « l'importance croissante du secteur » pose des « défis sérieux » liés au respect des droits humains et de l'environnement dans les pays producteurs, à la lutte contre la corruption et au phénomène de la « malédiction des matières premières ». Il concluait que ces défis induisent « des risques pour la réputation de la Suisse ». Les autorités fédérales se limitaient toutefois à exiger des sociétés domiciliées en Suisse « un comportement intègre et responsable », sur une base purement volontaire.

Des affaires emblématiques

Depuis, les scandales se sont succédé à un rythme soutenu. La réalité des affaires impliquant des négociants helvétiques contraste avec leur communication, axée sur leurs efforts en matière de conformité et de responsabilité sociale d'entreprise. Des cas comme celui de Gunvor au Congo ou de Vitol au Kazakhstan soulignent la nécessité d'encadrer enfin ce secteur sensible par des dispositions contraignantes.

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga est parvenue à une conclusion similaire en novembre 2017, à la suite des révélations des « Paradise Papers ». Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) mettait notamment en lumière les pratiques douteuses du géant Glencore en République démocratique du Congo et de Trafigura en Angola. « L'industrie des matières premières a demandé à ce qu'on la laisse s'autoréguler. Jusqu'à présent, son engagement n'a pas vraiment été convaincant (...). Si l'économie ne parvient pas à se tenir à ses propres règles, il faudra des règles étatiques »², a-t-elle menacé. En vain.

DES MESURES CONCRÈTES SONT NÉCESSAIRES

En dépit des nombreux cas dénoncés par la presse et des ONG depuis 2013, les autorités helvétiques ont toujours renoncé à agir pour juguler les risques énoncés. Le bilan est particulièrement maigre en ce qui concerne la lutte contre la corruption. Afin de remédier à cette situation, Public Eye demande l'adoption des mesures suivantes :

► Devoirs de diligence visant à connaître les relations d'affaires

De la même façon qu'une banque doit procéder à des vérifications sur l'origine des fonds lorsqu'elle entre en relation d'affaires avec une personne politiquement exposée (PEP), il est impératif que les négociants soient tenus d'appliquer un devoir de diligence accru afin de documenter les éléments permettant d'écarter tout risque de corruption, en particulier lorsque l'on se trouve en présence de PEP (risque accru).

► Devoirs de diligence en matière de chaîne d'approvisionnement

Cette procédure a pour objectif de garantir que les sociétés ne commercialisent pas des matières premières acquises de façon illégale ou illégitime, ou obtenues, de façon directe ou indirecte, en violant des droits humains ou des normes environnementales. Une proposition concrète est aujourd'hui sur la table pour ancrer un tel devoir dans la loi : l'initiative pour des multinationales responsables.

► Transparence des paiements aux gouvernements

Les enjeux liés à la commercialisation des matières premières sont énormes pour les pays producteurs, dont l'essentiel des revenus en découle. Pourtant, à ce jour, les mesures relatives à la transparence ne concernent que les activités extractives, le négoce étant exclu du projet discuté dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme. Alors que les négociants helvétiques jouissent d'une position dominante dans de nombreux États où la corruption est endémique, de telles transactions continueront à s'effectuer dans la plus grande opacité. Selon nos calculs, la nouvelle disposition proposée par le Conseil fédéral ne concernera que quatre des quelque 544 sociétés de matières premières domiciliées en Suisse. ■

¹Rapport de la plateforme interdépartementale matières premières à l'attention du Conseil fédéral, Rapport de base : matières premières, 27.3.2013.

²*Le Matin Dimanche*, Simonetta Sommaruga réagit aux « Paradise Papers », 11.11.2017.

Les méthodes douteuses des négociants suisses au Brésil

Véritable séisme politique et judiciaire, l'affaire Lava Jato éclabousse depuis quatre ans la place financière suisse, des dizaines de banques ayant accueilli des pots-de-vin. Notre enquête révèle que les négociants suisses ont aussi baigné dans ce scandale en versant des millions de commissions à des intermédiaires douteux. En toile de fond : des contrats pétroliers valant des milliards de dollars, signés dans un contexte où la corruption a été érigée en « règle du jeu ».

MARC GUÉNIAT ET GAËLLE SCUILLER





Paulo Roberto Costa, l'ancien directeur de la société semi-publique Petrobras, a touché des millions de dollars de pots-de-vin.

Doris Leuthard n'a pas hésité. Le gigantesque scandale de corruption au Brésil connu sous le nom de code de l'opération policière Lava Jato (lavage express), déclenchée en 2014, ne remet pas en cause le dispositif anti-blanchiment suisse. « Nos mécanismes de contrôle sont parmi les plus solides », assurait-elle en septembre 2017, en tant que présidente de la Confédération. Sa conclusion était catégorique : « Il s'agit d'un problème brésilien, non suisse. »

Certes, la compagnie pétrolière semi-publique Petrobras, au cœur de Lava Jato, est brésilienne. Mais la conseillère fédérale omet un peu vite quelques détails. En Suisse, le Ministère public de la Confédération (MPC) a ouvert plus de 100 procédures pénales et fait bloquer 1,1 milliard de dollars, dont 20 % ont déjà été restitués à Brasilia. Plus de 1000 comptes auprès de 43 banques sont concernés, selon le décompte du spécialiste de la criminalité économique Gotham City.

Cet argent est essentiellement composé de commissions prélevées sur des contrats surfacturés passés entre Petrobras et des entreprises privées. Elles étaient versées par des intermédiaires douteux et des blanchisseurs d'argent professionnels, appelés « doleiros », sur des comptes offshore appartenant à des cadres corrompus de Petrobras ainsi qu'à des politiciens finan-

çant à la fois leurs campagnes électorales et leur train de vie fastueux. Pour entretenir ce système, ces politiciens nommaient les bonnes personnes aux postes clés de ce géant étatique. L'ensemble constituait « la règle du jeu » d'un « grand schéma criminel », comme l'a synthétisé le juge Sergio Moro, véritable figure de proue de Lava Jato.

Les trois géants suisses du négoce ont aussi versé des millions de dollars de commissions, parfois à des intermédiaires au profil douteux.

La responsabilité de la Suisse dans la corruption systémique au sein de Petrobras ne se limite pas au secteur bancaire, comme le révèle une enquête menée conjointement par Public Eye et Global Witness. Les trois plus grandes sociétés de négoce de pétrole au monde, toutes domiciliées entre Genève et Zoug, intéressent la justice brésilienne. Cumulant un chiffre d'affaires de 438 milliards de dollars en 2017, Vitol, Glencore et Trafigura ont conclu de juteux contrats pétroliers avec le géant sud-américain.



Sergio Moro, le juge en charge de la plus grande affaire de corruption de l'histoire du Brésil.

© Paulo Whitaker / Reuters

Des millions de dollars de commissions ont été versés, parfois à des intermédiaires au profil douteux.

Pour quelques centimes de plus

Le négoce de pétrole avec Petrobras a-t-il contribué, avec le concours de sociétés suisses, à des détournements de fonds massifs ? Des témoins clés de l'affaire Lava Jato l'ont indiqué à la justice. En passant aux aveux, un homme politique de premier plan, Delcídio do Amaral, a affirmé que « de petites variations dans les prix du pétrole représentent des gains importants pour les opérateurs principaux, créant ainsi un terrain fertile pour différentes pratiques illégales, puisque les prix peuvent être modifiés artificiellement ». L'ancien directeur international de Petrobras, Nestor Cúñat Cerveró, l'a confirmé devant les procureurs : « Quelques centimes gagnés sur le négoce au quotidien peuvent dégager des millions de pots-de-vin à la fin du mois. »

Les quelque 300 000 à 400 000 barils de diesel importés chaque jour pour couvrir la consommation domestique étaient essentiellement confiés à des sociétés de négoce. « Glencore et Trafigura étaient les plus importantes », se souvient Cerveró, qui a pu réduire sa condamnation en collaborant avec la justice.

Un directeur courtisé

Toujours selon Delcídio do Amaral, le poste « le plus convoité au sein de Petrobras était celui de directeur de l'approvisionnement », parce qu'il contrôlait les importations de pétrole brut et de carburants. Plusieurs d'entre ceux qui ont chapeauté ce commerce entre 2004 et 2015 ont été condamnés pour corruption.

À la baguette durant huit ans, Paulo Roberto Costa était un personnage central. C'est en perquisitionnant son domicile dans un quartier chic de Rio de Janeiro, le 17 mars 2014, qu'une petite enquête menée à Curitiba se mue en séisme national, puis en une colossale affaire dont les ramifications s'étendent dans au moins 42 pays. Confrontée à de fortes résistances politiques, la justice brésilienne décide de publier les actes réalisés dans le cadre de Lava Jato. Cette démarche inédite permet de détailler le rôle des trois négociants.

La police enquête sur les contrats faramineux des négociants

L'étau se resserre à partir du 29 août 2016. L'agent de la police fédérale de Curitiba Érika Mialik Marena, rendue mondialement célèbre par la série Netflix *O Mecanismo*, ouvre une enquête sur plusieurs individus ainsi que sur Glencore et Trafigura. Afin de conclure des contrats

pétroliers avantageux, ces personnes sont suspectées d'avoir « en leur qualité d'opérateurs ou de fonctionnaires de Petrobras (...) joué les intermédiaires et reçu des avantages indus de la part des multinationales précitées », au moins « entre 2004 et 2012 ».

Selon la justice brésilienne, « la probabilité est élevée que ces fonds aient été utilisés, au moins en partie, dans le but de corrompre Paulo Roberto Costa et d'autres personnes ».

Selon le procureur Deltan Dallagnol, « ces enquêtes suivent leur cours. On peut les comparer à la maturation des fruits d'un arbre. Chaque fruit doit être cueilli une fois mûr. » En juillet, le média brésilien *Globo* révèle que la police fédérale a exigé que Petrobras fournisse le détail des contrats conclus entre 2004 et 2018 avec Trafigura, Glencore, Vitol et Cockett Marine Oil Ltd, une société dont Vitol détient 50 % du capital.

D'après les documents judiciaires, les volumes commercialisés étaient très importants. Les quelque 1048 contrats conclus entre 2003 et 2015 par Trafigura avec Petrobras s'élèvent à 8,8 milliards de dollars. Les prestations de Vitol atteignent, elles, 12,16 milliards de dollars entre 2004 et 2015. On ne connaît pas la valeur des transactions réalisées par Glencore. Cette dernière affirme qu'elle n'entretenait pas « de relation commerciale substantielle avec Petrobras », sans plus de précision.

Glencore et la Greek connection

En revanche, la justice brésilienne a détecté des commissions versées par une filiale de Glencore, Ocean Connect Marine : au moins 2,1 millions de dollars entre novembre 2010 et février 2014. Cette somme a été remise en plusieurs petits transferts sur un compte UBS au Luxembourg, ouvert au nom d'une société des îles Marshall, Seaview Shipbroking Ltd. Cette société appartient au consul honoraire de Grèce à Rio de Janeiro, Konstantinos Kotronakis et à son fils, Georgios. Efficaces, ces deux apporteurs d'affaires ont décroché auprès de Petrobras des contrats pour presque un milliard de dollars pour des armateurs grecs, contre des commissions versées à Costa et à son gendre, Humberto Sampaio de Mesquita, qui administrait une partie de la fortune illicite de son beau-père. Mesquita a reconnu ses torts, mais est décédé avant d'être jugé.

La justice brésilienne affirme que les Kotronakis ont versé au moins 900 000 dollars de pots-de-vin à la famille de Paulo Roberto Costa. Une partie de ces fonds a été localisée sur un compte que le gendre de Costa

détenait auprès de Lombard Odier, à Genève. Accusé de corruption en août 2017, le consul avait déjà quitté le pays, selon un document judiciaire.

C'est donc la destination finale de l'argent versé par Glencore aux Kotronakis qui interpelle. Le Ministère public fédéral brésilien a déclaré en mai 2017 que « la probabilité est élevée que ces fonds aient été utilisés, au moins en partie, dans le but de corrompre Paulo Roberto Costa et d'autres personnes ». Pour sa part, le géant suisse soutient que nos documents ne fournissent pas « la preuve qu'une entité affiliée à Glencore ait sciemment procédé à des paiements corruptifs, directement ou indirectement ». Il ajoute que Seaview Shipbroking Ltd a opéré, dans le cadre de plus de 600 transactions, comme agent (« broker ») approuvé par Petrobras, fournissant un service légitime.

Les enquêteurs brésiliens ont mis la main sur un autre document qui évoque, avec la mention « Trading Glencore », un petit paiement de moins de 10 000 dollars sur un compte du gendre de Costa hébergé, là encore, par UBS au Luxembourg. Glencore dit ne pas avoir retrouvé la trace de ce paiement. Selon les aveux de Costa, ce virement constitue « certainement » un pot-de-vin, même s'il ne se souvient pas à quel titre.

Le « M. Brésil » de Trafigura condamné

C'est sur le même compte auprès de Lombard Odier que Mariano Marcondes Ferraz, qui était à la fois le « M. Brésil » et le « M. Angola » de Trafigura, a versé 868 450 dollars entre 2011 et 2014. Ce qui lui a valu d'être condamné en mars 2018 pour corruption. Toutefois, cette sanction ne concerne pas les activités du négociant suisse avec Petrobras, mais celles d'une petite firme italienne, Decal, dont Ferraz était également le représentant au Brésil. Grâce à ces paiements, la filiale Decal do Brasil a pu renouveler la location d'un entrepôt pétrolier à Porto de Suape, dans le nord-est du pays.

Trafigura se distancie de l'affaire en indiquant qu'elle n'était pas partie aux contrats liant Decal do Brasil à Petrobras. De plus, elle a démis Ferraz de ses fonctions de directeur en octobre 2016. Mais selon une source bien renseignée, il en serait toujours salarié. La firme genevoise n'a pas souhaité répondre sur ce point.

Les paiements effectués par Ferraz étaient-ils uniquement liés aux activités de Decal ? Durant la procédure, la confusion entre ses deux casquettes a été constante, des témoignages ne concordant pas et certaines pièces ayant entretenu le doute. Costa lui-même, qui a entraîné Ferraz dans sa chute, a nourri l'amalgame. Au final, la justice brésilienne a tranché, blanchissant de fait Trafigura. Cette dernière rappelle qu'elle n'était pas partie aux contrats liant Decal do Brasil à Petrobras. Mais le répit pourrait n'être que temporaire. En Suisse, le MPC confirme que son enquête



L'agent de la police fédérale Érika Mialik Marena qui a ouvert une enquête contre Glencore et Trafigura en 2016.

sur Ferraz est en cours, tandis que cet été, Petrobras a invoqué « l'enquête de la police fédérale » pour nous refuser des informations détaillées sur ses contrats passés avec Trafigura.

L'affaire Ferraz illustre aussi la façon dont les banques appliquent la loi sur le blanchiment d'argent. À intervalles réguliers, le trader a versé des dizaines de milliers de dollars au gendre de Costa, sans que Lombard Odier ne sourcille. À l'ouverture du compte, la banque n'a pas jugé que son client devait faire l'objet d'une procédure approfondie réservée aux personnes politiquement exposées (PEP), ni que cette relation d'affaires présentait des risques accrus.

Selon les documents qu'elle a transmis à la justice, Lombard Odier commence à se poser des questions en avril 2014, lorsque l'affaire fait les gros titres au Brésil. Ferraz se rend alors à la banque, en tant que « membre du conseil de Trafigura », pour rassurer le gestionnaire. Il certifie que le titulaire du compte n'a « aucun lien avec l'ex-directeur de Petrobras ». Le trader ajoute que « Trafigura travaille peu avec le Brésil », quand bien même son employeur a signé des contrats valant près de 9 milliards de dollars.

Contactée, Lombard Odier n'a pas souhaité répondre à nos questions, mais précise avoir « dûment in-

formé » le Bureau fédéral de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) en juin 2014 – plus de deux mois après l'arrestation spectaculaire de Costa. La banque déclare qu'elle « ne fait pas l'objet d'une enquête dans le cadre de ce dossier et a respecté ses obligations légales ».

Vitol et son « agent » suspect

À notre connaissance, Vitol n'est pas formellement sous enquête. Mais la justice brésilienne a demandé à Petrobras les contrats passés avec la firme suisse. Surtout, notre enquête montre que le numéro un mondial du commerce de pétrole a rémunéré un individu au profil suspect. Il s'agit de Bo Hans Vilhelm Ljungberg. Ce Suédois résidant à Rio de Janeiro est depuis longtemps en affaire avec Vitol. Durant les années 1990, cette dernière rachète la société suisse Euromin, fondée par Ljungberg et d'autres. La relation a perduré.

Sollicitée par Global Witness et Public Eye, la firme a admis que « M. Ljungberg a agi en tant qu'agent pour Vitol », puis a précisé l'avoir payé à travers « une société dont il était le propriétaire à 100 %, Encom Trading SA », afin qu'il « identifie des opportunités commerciales dans le secteur pétrolier au Brésil ». Vitol affirme avoir suivi « ses procédures de diligence habituelles » tant sur Ljungberg que sur Encom avant de

procéder aux paiements. « Ces contacts n'étaient pas inappropriés », conclut la firme.

Ces précautions n'enlèvent rien au fait qu'Encom et Ljungberg sont étroitement mêlés à Lava Jato. Le 15 août 2018, le Ministère public fédéral brésilien a inculpé dix individus, dont Ljungberg, pour corruption, blanchiment et association de malfaiteurs. Formant une sorte de cartel, désigné par la justice « Brasil Trade », ils sont notamment mis en cause dans le cadre de contrats d'asphalte obtenus de Petrobras par la société américaine Sargeant Marine entre 2010 et 2012 (incidemment, Vitol est entrée au capital de Sargeant Marine en 2016, à hauteur de 50 %, formant la société Valt).

Selon la justice brésilienne, « Brasil Trade » est un réseau organisé « afin de commettre des crimes au détriment de Petrobras, notamment la corruption ». Ses membres communiquaient à travers une adresse électronique à laquelle ils avaient accès, oxfordtgd@gmail.com, et dans laquelle ils enregistraient uniquement des brouillons de courriels, afin de limiter les risques d'interception. Peine perdue : alors que la police perquisitionne en juillet 2015 le domicile d'un amiral à la retraite, elle découvre une clé USB contenant une série de documents, dont des brouillons enregistrés sur oxfordtgd@gmail.com.

Lava Jato est un nouvel exemple du rôle fondamental que joue la Suisse dans la corruption transnationale, du fait de sa place financière et de ses multinationales.

Effarante découverte, qui révèle que le nom de Vitol est abondamment cité dans les discussions autour de projets de contrats et de rencontres avec certains de ses dirigeants. Entre 2010 et 2012, les membres de « Brasil Trade » débattent sans filtre de la meilleure façon de conclure des contrats avec Petrobras. Dans l'une des correspondances, le 7 mai 2010, Ljungberg félicite son compère Bruno Luz pour avoir obtenu des informations confidentielles. Luz, qui a déjà été condamné, tout comme son père Jorge, surnommé par la presse le « doyen de la corruption », répond alors qu'il s'agit du fruit d'un effort collectif. Mais ce sont bien les Luz qui perçoivent et répartissent les commissions sur les contrats obtenus par Sargeant Marine.

Ce cas permet de comprendre le fonctionnement de « Brasil Trade ». Suivant un *modus operandi* efficace, ses membres se sont servis de leurs contacts politiques et au sein de Petrobras pour soutirer des informations confidentielles ; en les « vendant », ils ont permis à Sargeant Marine de proposer le meilleur prix possible afin de remporter le marché. Les commissions générées ont ensuite été partagées arithmétiquement entre eux-mêmes (40 %),

des politiciens de haut rang (40 %), comme le leader du Parti des travailleurs à la Chambre des députés, Cândido Vaccarezza, et des cadres de Petrobras (20 %), surtout l'incontournable Paulo Roberto Costa. Ce dernier a perçu quelque 280 000 dollars, toujours sur le compte détenu par son gendre auprès de Lombard Odier.

Copropriétaire d'Encom au moment des faits avec Carlos Herz, un autre membre de « Brasil Trade », Ljungberg a aussi touché sa commission versée par Luz, sur un compte ouvert auprès de l'antenne suisse de BNP Paribas – lui nie avoir touché une commission de Sargeant Marine. En d'autres termes, Vitol a rémunéré son agent via une société que la justice brésilienne présume être partie intégrante d'un schéma corruptif.

Pour sa part, Vitol déclare que le « recours aux agents est commun au sein de l'industrie » et se dit persuadée que « ses activités avec M. Ljungberg, Encom Trading SA et Petrobras sont complètement conformes à la législation ». De plus, la firme dit ne pas connaître l'existence de « Brasil Trade » ni avoir interagi sciemment avec ce groupe.

Un désastre au Brésil et des questions en Suisse

Au total, les pertes financières causées par les détournements de fonds au sein de Petrobras sont estimées à environ 10 milliards de dollars entre le début des années 2000 et le déclenchement de l'opération en 2014. Sur les plans social, économique et politique, les conséquences sont désastreuses. De gauche comme de droite, les partis traditionnels ressortent discrédités de l'affaire Lava Jato, qui a exposé au grand jour la corruption systémique des institutions brésiliennes – à l'exception notable du pouvoir judiciaire de Curitiba. L'élection, dimanche 28 octobre, du nauséabond leader d'extrême droite Jair Bolsonaro à la présidence brésilienne est en partie une conséquence politique de ce gigantesque scandale de corruption, qui a éclaté en mars 2014. La place économique suisse y a contribué.

N'en déplaise à Doris Leuthard, Lava Jato est un nouvel exemple du rôle fondamental que joue la Suisse dans la corruption transnationale, du fait de sa place financière et de ses multinationales. Les sociétés de négoce sont régulièrement citées dans le cadre de malversations liées aux activités des compagnies étatiques des pays producteurs de matières premières. Les autorités fédérales continuent d'ignorer cet état de fait, acceptant que la Suisse se fasse tancer par l'OCDE en raison de la faiblesse de son arsenal juridique et administratif de lutte contre la corruption. L'instance multilatérale « regrette que les sanctions imposées ne soient pas effectives, proportionnées et dissuasives », en particulier à l'égard des sociétés. L'OCDE identifie le négoce de matières premières comme un secteur « à risques » devant faire l'objet d'une « régulation adaptée et contraignante ». Nous ne l'aurions pas dit autrement. ■

Salaires de misère et précarité – Les fausses promesses de H&M

© G.M.B. Akash / Panos Pictures



Il y a cinq ans, H&M promettait de garantir un salaire vital pour une grande partie des travailleuses et travailleurs des usines de ses fournisseurs. Mais à ce jour, leur quotidien est toujours synonyme de salaires de misère, de contrats de travail précaires, d'heures supplémentaires excessives et de retenues sur salaire en guise de mesure disciplinaire. Et H&M fait semblant de ne jamais avoir fait cette promesse.

ELISABETH SCHENK

Amina (nom d'emprunt) s'est déjà évanouie deux fois au travail. La première fois, elle s'est remise en quelques minutes. Mais la seconde, ses collègues ont dû la transporter à l'hôpital car elle est violemment tombée sur une machine, ce qui a provoqué des hémorragies internes.

Amina travaille dans l'une des nombreuses usines indiennes qui produisent des vêtements pour H&M. Âgée de 40 ans, elle est mariée et mère de trois enfants.

Chaque jour, elle se lève à 4 h 30 pour accomplir les tâches ménagères et préparer le repas pour sa famille. Pour arriver à l'heure à l'usine, elle a rarement le temps de prendre son petit-déjeuner. Si elle a le moindre retard, une heure entière lui sera déduite de son salaire. Elle se met au travail à 7 h 30. Lors d'une journée normale, elle parvient à terminer tout le travail qui lui est demandé vers 19 h mais elle doit souvent rester bien plus tard.



Amina est la seule source de revenu de sa famille. Elle doit donc subvenir aux besoins de cinq personnes – avec un salaire mensuel d'environ 97 francs suisses.

« Je dois souvent emprunter à mon employeur de l'argent que je lui rends le mois suivant. Je ne peux pas scolariser ma grande fille parce que je n'en ai pas les moyens. Je vais réessayer l'année prochaine, car je me fais beaucoup de souci pour l'avenir de mes enfants. »

Une travailleuse du textile indienne

La promesse de H&M

Malgré ses nombreuses heures supplémentaires, Amina ne gagne pas suffisamment pour permettre à sa famille de vivre dans la dignité. Un salaire vital devrait pouvoir être perçu au cours d'une semaine normale sans heures supplémentaires et couvrir les besoins fondamentaux de sa famille : alimentation, logement, soins de santé, éducation pour les enfants, habillement, mobilité et 10 % d'épargne. Selon les calculs de l'Asia Floor Wage Alliance, qui s'engage

pour que les travailleurs et travailleuses du textile touchent un salaire vital, le revenu nécessaire en Inde pour permettre à une famille de vivre dans la dignité et la sécurité s'élevait en 2013 à 218 francs suisses par mois. Avec ses 4841 magasins, le groupe H&M est l'un des plus grands détaillants de vêtements au monde. En novembre 2013, la multinationale a promis de mettre en place, d'ici à 2018, un système de rémunération qui permette le versement d'un « salaire vital équitable » dans les usines de ses principaux fournisseurs, désignés « Gold » et « Platinum ». Une promesse qui devait concerner quelque 850 000 travailleurs et travailleuses du textile. En 2013, 60 % des couturiers et couturières qui confectionnaient des articles pour H&M travaillaient dans les usines concernées.

Moins de 10 % du salaire vital

Le délai de cinq ans que H&M s'était fixé pour tenir sa promesse arrive à terme cette année. Et la Campagne Clean Clothes (CCC) – réseau représenté en Suisse par Public Eye et rassemblant plus de 200 organisations de défense des droits humains, syndicats et associations de consommateurs – a cherché à savoir ce qui était advenu de cette promesse. Nous avons mené l'enquête pour connaître le salaire actuel versé par un certain nombre de fournisseurs de H&M à leurs employé·e·s, puis le comparer au salaire vital.



Entre mars et juin 2018, une équipe de la CCC a interrogé plus de 60 employé·e·s de six usines de Bulgarie, du Cambodge, d'Inde et de Turquie pour connaître leur salaire et leurs conditions de travail. Toutes ces fabriques font partie des fournisseurs « Gold » ou « Platinum » de H&M. Résultat : le géant de la mode est loin d'avoir tenu sa promesse. Le personnel interrogé en Inde et en Turquie ne perçoit qu'un tiers environ du salaire vital, au Cambodge, moins de la moitié, et dans la fabrique bulgare pas même 10 % (sans heures supplémentaires).

Une situation alarmante

Les résultats de l'enquête révèlent des conditions de travail alarmantes. Le personnel des usines est forcé d'enchaîner les heures supplémentaires pour pouvoir subvenir à ses besoins. Dans trois des six usines, le temps de travail dépasse régulièrement le maximum autorisé. Le dimanche est rarement un jour de repos, ce qui signifie que nombre des employé·e·s n'ont pas un seul jour par semaine pour récupérer. Dans toutes les fabriques, le personnel a fait état de contrats de travail précaires, de nombreuses heures supplémentaires sans rémunération adéquate, et de retenues sur salaire en guise de mesure disciplinaire. En raison des horaires excessifs – souvent sept jours sur sept –, de la forte pression exercée sur les employé·e·s,

des températures et du niveau sonore parfois insupportables, les évanouissements sont fréquents. Tous ces facteurs ont bien sûr de graves conséquences sur la santé des employé·e·s.

Quand les promesses de H&M s'effilochent

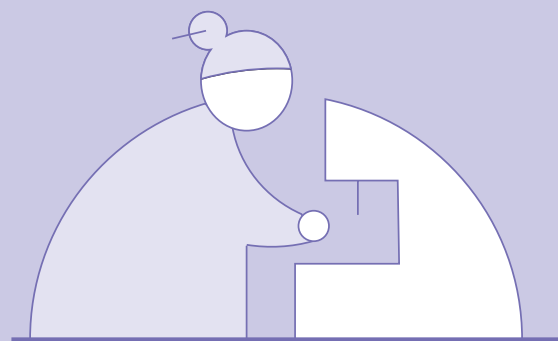
La CCC a confronté H&M avec les résultats de cette enquête et demandé des informations concrètes sur la mise en œuvre de la promesse faite en 2013. Mais nous n'avons pas obtenu de réponse transparente ni détaillée. Fait révélateur : la « Feuille de route pour un salaire vital équitable » de 2013 a disparu du site internet de H&M, remplacée par une nouvelle version nettement édulcorée. En dissimulant sa promesse initiale et en la remplaçant par une déclaration d'intention bien plus vague, H&M tente vraisemblablement de rejeter toute responsabilité pour son manque d'engagement.

Action « Turn around H&M »

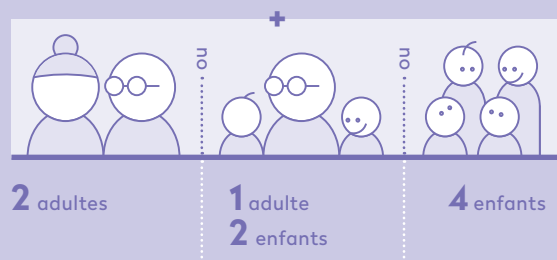
La Campagne Clean Clothes demande à H&M de respecter enfin les règles minimales du droit international du travail, de garantir des conditions de travail sûres et de permettre les négociations collectives. Le versement d'un salaire vital est un droit humain et non un outil de marketing. En tant que multinationale active

Le salaire vital

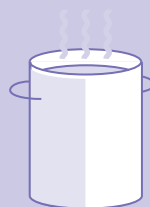
Les bases de calcul de l'Asia Floor Wage (AFW) sont les suivantes :



1 Une personne doit subvenir aux besoins de sa famille

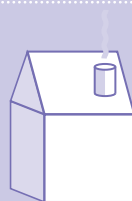


Répartition du salaire mensuel



50 %

sont consacrés à la nourriture (sur une base de 3000 kcal par jour)



40 %

sont consacrés au logement, aux vêtements, à la scolarité des enfants et aux soins de santé



10 %

sont consacrés à l'épargne, à la prévoyance et aux loisirs

Salaire effectif des personnes interrogées

par rapport au salaire vital



9 %

Bulgarie



29 %

Turquie



46 %

Cambodge



35 %

Inde

dans le monde entier, H&M est tenue par les Principes directeurs de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) de respecter les

« J'arrive à l'usine à 8 h et je ne sais jamais à quelle heure je vais en ressortir. On travaille parfois jusqu'à 4 h du matin. »

Une couturière bulgare

de payer un petit peu plus pour les vêtements qu'ils achètent, afin de permettre à leurs fournisseurs de verser un salaire vital. H&M peut et doit faire en sorte que les personnes qui confectionnent ses articles touchent un revenu qui leur permette de vivre dans la dignité.

Avec le soutien de plus de 130 000 personnes qui ont déjà signé la pétition de la CCC intitulée « Turn around H&M », nous continuons à faire pression sur le géant de la mode afin de l'inciter à honorer sa promesse de 2013 et à garantir que le personnel de ses fournisseurs perçoive un salaire vital. Il est temps de passer des paroles aux actes. ■

droits humains et les normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il suffirait au géant de la mode de déboursier une infime partie de ses énormes bénéfices pour permettre au personnel des usines de textile de vivre dans la dignité. Pour H&M comme pour ses concurrents, il serait très facile

Soutenez la Campagne Clean Clothes en signant la pétition pour un salaire vital chez les fournisseurs de H&M sur www.turnaroundhm.org

Violences et menaces de mort dans une fabrique indienne

L'impact des « appels urgents »

Lors de violations directes du droit du travail et des droits humains, la Campagne Clean Clothes soutient les travailleurs et travailleuses à l'aide de ses « appels urgents ». Ce fut notamment le cas pour un fournisseur indien de H&M à Bangalore, dont le personnel a reçu des menaces au printemps dernier et a été violemment réprimé pour avoir défendu ses droits. Grâce à l'engagement de la Campagne Clean Clothes et de ses organisations partenaires, la situation a pu rapidement s'améliorer.

Au printemps 2018, la fabrique Shahi Exports Pvt. Ltd. s'est rendue coupable de graves violations de droits humains dans la métropole de Bangalore, dans le sud de l'Inde. L'usine fournit notamment H&M, Benetton, C&A, Columbia Sportswear et GAP. Selon un rapport de l'organisation Workers Rights Consortium, une partie de la direction de Shahi Exports a eu recours à des violences physiques, proféré des menaces de mort, renvoyé 15 employé-e-s, et brandi la menace d'un licenciement collectif. Un tel comportement va à l'encontre de la liberté d'association, du droit indien et des normes internationales du travail, ainsi que des conventions de l'Organisation internationale du travail.

Ces violences et licenciements immédiats sont survenus en réponse à la tentative par le personnel de l'usine de faire valoir son droit à la liberté d'association : avec le soutien du syndicat Karnataka Garment Workers Union (Koogu), les employé-e-s voulaient négocier de meilleures conditions de travail avec la direction. Leurs principales exigences portaient sur une augmentation des salaires, une amélioration de la qualité de l'eau potable et des mesures contre le harcèlement sexuel dans les bus qui transportent le personnel.

Pression conjointe sur les entreprises

En réaction aux violations du droit du travail et des droits humains, le syndicat Koogu s'est tourné vers le réseau international de la Campagne Clean Clothes (CCC). En collaboration avec l'Asia Floor Wage Alliance et le Workers Rights Consortium, la CCC a directement fait pression sur les marques qui s'approvisionnent auprès de Shahi Exports, leur demandant de s'engager pour protéger les droits du personnel de leur fournisseur.

La pression a rapidement porté ses fruits : après avoir tenté de rejeter les critiques, la direction de l'usine a négocié un protocole d'accord avec le syndicat et a immédiatement réagi aux revendications du personnel. Les dirigeants coupables de violences ont été licenciés sur-le-champ, et les employé-e-s renvoyé-e-s ont retrouvé leur emploi et reçu une indemnisation. La

direction s'est engagée à respecter le droit à la liberté d'association, et à rencontrer régulièrement le syndicat Koogu pour négocier les revendications d'augmentation salariale, d'amélioration de la qualité de l'eau et de sécurisation des transports.

Un succès significatif

Dans des situations d'urgence comme celle de Bangalore, la Campagne Clean Clothes est un partenaire important pour les travailleuses et travailleurs concernés, tout comme les ONG et syndicats locaux dans les pays producteurs. Les actions de soutien internationales permettent d'exercer une forte pression sur les entreprises. La CCC fait un travail d'information auprès des médias et du grand public, et, par ses contacts dans les pays producteurs, elle favorise les négociations entre, d'une part, des représentants des gouvernements concernés et des entreprises et, d'autre part, les victimes et leurs syndicats. Public Eye coordonne le travail de la CCC en Suisse, en relayant notamment de tels « appels urgents ».

La rapide mise en œuvre des exigences du personnel de l'usine de Bangalore constitue un succès important pour le travail du réseau international de la CCC. Le soutien et la solidarité aux niveaux local et international ont apporté un appui déterminant aux travailleurs et travailleuses dans leur lutte pour de meilleures conditions de travail comme dans leurs revendications salariales. ■

Agir ici pour un monde plus juste



Public Eye a été fondée sur la base de la « Déclaration de Berne » de 1968, un manifeste qui proposait de s'attaquer aux causes des inégalités et de la pauvreté en commençant par agir ici pour un monde plus juste. Cinquante ans plus tard, ce concept dérangeant reste d'une étonnante actualité.

CHRISTIAN ENGELI

« Parmi les hommes qui, chaque jour, naissent à la surface de la Terre, il y en a un nombre considérable dont on peut dire, sur la base de statistiques, qu'ils ne mangeront pas à leur faim ; qu'ils n'auront pas l'occasion de fréquenter une école ni d'apprendre un métier ; qu'ils ne jouiront pas des droits élémentaires qui sont les leurs. Nous appartenons à la première génération d'hommes qui connaisse l'ampleur de ce désastre et qui ait les moyens d'y mettre un terme ; nous prenons dès lors une grande responsabilité si nous ne faisons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour lutter contre la faim et contre la misère, pour les droits et pour la dignité de l'homme. » C'est le défi que s'étaient lancé les premiers signataires de la « Déclaration de Berne – La Suisse et les pays en voie de développement » de 1968, qui donnera naissance trois ans plus tard à l'« Association suisse pour un développement solidaire ».

Forte aujourd'hui de plus de 25 000 membres, Public Eye continue de porter, sous sa nouvelle appellation, l'idée centrale à l'origine de ce texte fondateur : pour créer un monde plus juste, il est nécessaire d'agir dans son propre pays sur les problèmes systémiques et les pratiques irresponsables qui portent préjudice aux populations défavorisées de la planète.

Un regard critique

Depuis cinquante ans, Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la politique suisse et de ses sociétés sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, elle lutte contre les injustices trouvant leur origine en Suisse, en demandant davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Pour contribuer au mieux à cette noble mission, nous enquêtons sur les injustices dont nous portons une part de responsabilité, et faisons tout ce qui est en notre pou-

voir pour y remédier. Assumer ses responsabilités, c'est s'engager en faveur de structures plus justes, que ce soit sur le plan politique, économique ou social.

Des Magasins du Monde à la Banque Alternative

Au cours des cinquante ans d'histoire de Public Eye, les personnes engagées au sein de notre organisation sont toujours restées en phase avec l'évolution de notre société en abordant régulièrement de nouvelles thématiques : initialement axée sur le commerce équitable, l'association a ensuite porté son regard critique sur des sujets tels que la lutte contre l'apartheid, la vente d'armes à des pays en guerre, le rôle de la place financière suisse ou encore la lutte contre la corruption internationale.

Par notre action, nous avons aussi participé à l'émergence d'autres organisations indépendantes dont la plupart sont encore actives aujourd'hui. Au début des années 1970, la Déclaration de Berne a notamment joué un rôle moteur dans le lancement des Magasins du Monde et du Groupe de travail tourisme et développement, puis, quelques années plus tard, du Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes (FIZ) et de la Banque Alternative Suisse. Depuis 1990, notre organisation joue un rôle déterminant au sein du réseau international de la Campagne Clean Clothes et, en 2003, elle a cofondé le Tax Justice Network, qui s'engage pour une plus grande justice fiscale. Aujourd'hui, Public Eye se mobilise en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables qu'elle a lancée avec une vaste coalition d'organisations et qui se retrouve désormais au cœur du débat politique.

L'année de notre jubilé touche à sa fin. Grâce à votre soutien et à celui de tous nos membres, nous continuons d'agir ici pour un monde plus juste, avec toute l'intensité et la passion qui nous caractérisent depuis le début.

Jubilé – présentation des enquêtes et conférences

Pour fêter notre 50^e anniversaire, nous avons créé un « Prix d'investigation » afin de rendre possibles des enquêtes inédites sur les pratiques douteuses de sociétés suisses dans les pays pauvres. Notre prix a connu un grand succès, puisque 55 propositions nous sont parvenues en provenance d'une vingtaine de pays. Notre prestigieux jury a sélectionné deux projets.

Ces derniers mois, la journaliste indépendante Marie Maurisse a enquêté sur les recettes secrètes des géants suisses du tabac, tandis que Nicola Mulinaris, de l'ONG Shipbreaking Platform, s'est rendu en Inde avec Gie Goris, de *MO* Magazine* (Belgique), pour mettre en lumière le rôle des sociétés suisses dans le démantèlement sauvage des bateaux et ses conséquences sociales et environnementales.

Ces deux enquêtes seront publiées dans notre magazine de janvier 2019. Les auteurs viendront par ailleurs présenter leur travail lors de deux conférences, à Zurich et Genève, et débattre autour d'une thématique centrale, à l'heure où la pratique de l'enquête journalistique est en pleine mutation : « Le journalisme d'investigation : à la croisée des médias et des ONG ». Les difficultés de la presse traditionnelle et la montée en puissance du journalisme d'investigation « en réseau » redéfinissent-elles la frontière entre plaidoyer et journalisme ?

À Genève, cette conférence aura lieu le mardi 22 janvier, 18 h 30, à Uni Mail (salle MR060). Elle sera ouverte par un invité de renom : Mark Lee Hunter, célèbre journaliste américain. Venez nombreux et nombreuses !



Un legs pour un monde plus juste

Depuis 50 ans, Public Eye s'engage en toute indépendance pour un monde plus juste. Ce travail est possible grâce à nos membres, donateurs et donatrices, et grâce à toutes les personnes qui nous mentionnent dans leur testament.

Ces dernières années, Public Eye a pu réaliser plusieurs projets d'envergure grâce aux généreux legs qu'elle a reçus. Les plus de trois millions de francs qui nous ont ainsi été versés sous forme de legs depuis 2008 nous ont notamment permis de mettre en lumière l'importance du secteur suisse des matières premières. En 2011, après deux ans de recherche et d'enquête, le livre *Swiss Trading SA – La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières* dévoilait, pour la première fois, les risques liés à ce secteur opaque à une époque où peu de journalistes, et encore moins de politiciens, s'intéressaient à cette question. Cet ouvrage de référence révélait les pratiques douteuses des sociétés de négoce de matières premières et soulignait la nécessité de prendre des mesures pour réguler ce secteur. Ces dernières années, les legs nous ont également permis de renforcer nos équipes d'enquête et de plaidoyer, accentuant ainsi l'impact de notre travail.

Vous souhaitez garantir l'avenir de notre engagement pour un monde plus juste ?

Par un legs ou une disposition testamentaire, vous permettez à Public Eye de réaliser des projets supplémentaires et de développer son travail de recherche, d'analyse et d'investigation.

Vous trouverez des informations complémentaires à l'adresse www.publiceye.ch/legs



Vous cherchez une idée de cadeau originale pour Noël ?

Alors, offrez une cotisation-abonnement à Public Eye...

... avec, par exemple, un exemplaire du livre *Ma cuisine d'automne et d'hiver*, présentant de délicieuses recettes, ponctuées de précieuses informations sur les différentes variétés de légumes et sur une alimentation durable, locale et équitable. En offrant une cotisation-abonnement d'une année à Public Eye au prix de 75 fr. – ou de 30 fr. pour les moins de 27 ans –, la personne de votre choix recevra au cours de l'année cinq numéros de notre magazine. Elle aura l'occasion de découvrir des dossiers, des enquêtes exclusives et des éclairages sur des thèmes d'actualité.

Par ce geste, vous contribuez à faire connaître notre travail et à renforcer le poids de notre action.

Merci de remplir la carte-reponse ci-jointe ou de vous rendre sur www.publiceye.ch/offrir

Bonnes fêtes de fin d'année !

Depuis cinquante ans, l'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 25 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne,
tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte postal 10-10813-5

www.publiceye.ch

🐦 @PublicEyeSuisse 📘 PublicEyeSuisse 📷 @publiceye.ch



**Agir ici pour
un monde
plus juste**

Public Eye

 **Déclaration de Berne**